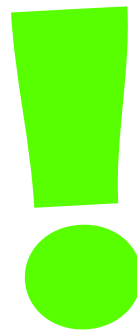


NON **à la fermeture** **d'Alstom Belfort**



La fermeture du site Alstom Belfort est inacceptable. Alstom est un modèle de savoir-faire professionnel pour ses grandes réalisations (trains, turbines, énergie...). Fermer Belfort un acte de mépris pour les travailleurs et travailleuses.

Pourtant le groupe se porte bien financièrement, il a des carnets de commande pour plusieurs années et engrange des profits. Mais la direction a décidé de privilégier les marchés mondiaux.

Cars Macron ou transports publics : il faut choisir !

Le gouvernement laisse totalement se dégrader les transports mis sous tutelle des marchés et des règles libérales européennes. Les cars Macron sont une insulte à la population la plus pauvre, et un non-sens écologique. Les besoins en services publics sont ignorés :

- baisse des commandes de trains par la SNCF, l'Etat et les régions. Pourtant il y aurait besoin de renouveler des équipements très anciens et dégradés, ce que demandent les syndicats. Mais cela implique de sortir des logiques de passations de marchés publics sous concurrence acharnée en Europe.
- Alstom privilégie un développement à l'international, investit dans les pays émergents ou en Europe de l'Est, et ferme des sites français sous prétexte de commandes en baisse, délibérément tarées par les politiques publiques dominantes.

Après la vente de 70% du groupe en 2014 à Général Electric pour les activités d'énergie, l'Etat se retrouve le principal actionnaire. Il est donc directement responsable, et très probablement au courant des menaces puisque les syndicats l'avaient déjà alerté.

Sauver l'emploi, répondre aux besoins sociaux et écologiques

La priorité est de redonner des commandes à Belfort. Pour cela nous proposons :

- un pôle concerté de commandes publiques pour l'industrie ferroviaire et les transports publics, associant SNCF, RATP, régions, Etat, Alstom.
- satisfaire les besoins sociaux et écologiques : ferroutage, remplacement des vieux matériels, assurer des lignes fragiles ou des dessertes menacées, prévoir les grands équipements, comme le métro du Grand Paris.
- refuser la logique des marchés publics concurrentiels. Les cahiers des charges des marchés publics doivent comprendre des clauses écologiques, de développement territorial, des clauses sociales (l'emploi) et de maintien des savoir-faire professionnels.

Mettre Alstom sous contrôle public par la nationalisation

Il faut agir pour une politique industrielle européenne de transports publics, associant chemins de fer de tous les pays, constructeurs, avec des clauses d'exigences publiques contrôlées par le Parlement européen.

Alstom doit être nationalisé avec un pouvoir de gestion des salariés, en lien avec les autres entreprises publiques (SNCF-RATP), leurs salariés et les usagers.

Solidarité avec les travailleurs d'Alstom !

Nous sommes aux côtés des travailleurs d'Alstom en lutte pour défendre leur emploi. Les organisations syndicales, le mouvement social et démocratique, les organisations de la gauche politique devraient dire d'une seule voix : assez de destruction d'emploi pour le profit des actionnaires !

